



PROJET DE CONVENTION d'application et d'objectifs

SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES DE LA FILIERE BOIS

DEPARTEMENT DE LA DROME

VU :

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu l'article L.3232-1-2 du CGCT ;
- Vu la Convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de la Drôme, en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt ;
- Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;
- Vu le régime notifié SA.41595 - partie A - Aides au développement de la sylviculture et à l'adaptation des forêts au changement climatique ;
- Vu le régime cadre exempté SA.49718 relatif aux aides en faveur du secteur forestier et des systèmes agroforestiers ;
- Vu le régime d'exemption SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- Vu le programme d'actions du plan forêt-bois 2018-2022 et ses règlements adopté le 9 juillet 2018;
- Vu la demande déposée par l'entreprise le ...;
- Vu l'avis favorable de la Commission organique de développement du Conseil départemental de la Drôme émis le ...;
- Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental de la Drôme du 30/03/2020;

ENTRE

Le DEPARTEMENT DE LA DROME, représenté par Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental, agissant en nom et pour le compte du Département aux fins des présentes en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 30 mars 2020, désigné ci-après **"le Département"** ;

ET

La société....., **immatriculée au RCS sous le numéro n°.....**, dont le siège est à, représentée paragissant au nom et en leur qualité de dirigeant de ladite société, dénommée ci-après **"le bénéficiaire"** ;

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Le Département a souhaité accompagner la modernisation des entreprises de la filière forêt-bois tout en veillant à la structuration d'un réseau d'approvisionnement cohérent, si possible en circuit court, et correspondant qualitativement au marché et donc aux besoins de la seconde transformation.

Dans ce cadre, le Département de la Drôme a voté la mise en place d'un dispositif de soutien à l'investissement des entreprises de la filière forêt bois, dont l'objectif est d'aider les entreprises à se doter de matériels plus performants afin de les rendre plus compétitives sur un marché devenu très concurrentiel.

Ce dispositif correspondant à l'action n°5.1 et l'action n°6 du plan d'actions forêt-bois 2018-2022 est complémentaire à la stratégie régionale, notamment au dispositif 11-2.1 de l'Annexe 1 de la délibération régionale du 29/09/2017.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'attribution et de versement au titulaire de l'aide à l'investissement matériel ainsi que les engagements de ce dernier et du bénéficiaire.

L'investissement porte sur l'acquisition...

Le projet de **l'entreprise** ... a été retenu car répondant aux critères d'éligibilité dudit règlement.

ARTICLE 2 –PROGRAMME AIDE et MONTANT DE L'AIDE

L'aide accordée par le Département revêt la forme d'une subvention

Cet investissement peut être soutenu par des financements publics à hauteur de ..% pour la part départementale.

Dans le cas de la présente convention, l'aide du Département est accordée à hauteur de ... € calculée sur une assiette de dépenses de ... € HT .

Cette aide est accordée dans le cadre du **régime d'aide**...

ARTICLE 3 – VERSEMENT DE L'AIDE

Les versements (acomptes et / ou solde) sont effectués sur justification de la réalisation de l'opération et de la conformité de cette opération avec le contenu de la présente convention.

Le titulaire doit adresser au Département de la Drôme les pièces justificatives nécessaires (factures acquittées ou tout pièce comptable de valeur probante). Les factures acquittées sont visées par le fournisseur ou constructeur qui mentionne obligatoirement le moyen de paiement, la date effective du paiement (endossement du chèque, par exemple), ainsi que la signature et le cachet du fournisseur.

Le bénéficiaire doit fournir les photos constatant que sur l'investissement aidé par le Département a été apposée une plaque comportant la mention : «financé avec le soutien du Département de la Drôme» ainsi que le logo départemental.

Le titulaire s'engage à déposer la demande de paiement du solde dans les 6 mois qui suivent l'achèvement de l'opération (dernière facture acquittée). A l'expiration de ce délai, si la demande de

solde n'a pas été déposée, sauf cas particuliers justifiés et notifiés avant l'expiration du délai, l'annulation des aides et le reversement perçue pourra être demandé.

Le paiement des sommes dues au titre de la présente décision est effectuée en un ou deux versements. L'acompte ne pourra excéder 50 % du montant prévisionnel de la subvention.

Les sommes seront versées au compte ouvert au nom du titulaire.

ARTICLE 4 – VALIDITE DE LA DECISION D'OCTROI

Le délai de validité de décision d'octroi de la subvention est de 2 ans, après le 31 décembre de l'année d'attribution, à compter de la date de sa notification.

Il est prorogeable au maximum une fois, pour un an, par la Commission permanente dans des cas dûment justifiés. Toute dérogation complémentaire ne pourra être qu'exceptionnelle et sur décision de l'Assemblée départementale.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

Le bénéficiaire s'engage :

- à réaliser son programme d'investissement matériel tel qu'il est décrit dans la présente convention, ou sous son contrôle dans le cas où elle mandate un tiers pour la réalisation de l'ouvrage ;
- au maintien à minima de l'investissement aidé pendant 3 ans sur le site et dans l'entreprise à partir de la date de délibération de la Commission permanente du Conseil départemental ;
- à occuper et à maintenir l'activité et les emplois sur le site subventionné par le Département pendant une durée minimum de 3 ans à partir de la date de signature de la présente convention ;
- à fournir au Département tous les documents ou renseignements qu'il pourra lui demander, notamment les comptes annuels de l'entreprise.

ARTICLE 6 – INTERRUPTION de VERSEMENT

Le reversement de toute ou partie de la subvention sera exigée dans les cas suivants :

- dans le cas où le bénéficiaire refuserait de communiquer au Département les documents et informations prévus dans la présente convention ;
- dans le cas où il apparaîtrait que tout ou partie de la somme reçue par le bénéficiaire n'a pas été utilisée ou l'a été à des fins autres que celles prévues par la présente convention ;
- dans le cas où le bénéficiaire ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la présente convention.

Les reversements sont effectués par le bénéficiaire dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Lorsqu'il y a reversement, le montant exigible est limité au cumul des sommes reçues au titre de la présente convention via les réductions de loyers.

Dans tous les cas, une modification du programme entraînant une diminution de l'assiette aura pour conséquence la réduction de l'aide accordée par le Département. En particulier, le remplacement d'un ou plusieurs équipements mentionnés à l'annexe technique par d'autres équipements ayant des fonctions différentes pourra entraîner, sur décision du Département, leur exclusion de l'assiette de l'aide.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature. Elle prendra fin au plus tard lors du solde de la subvention départementale.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible de modifier la finalité ou l'équilibre financier du projet doit être notifiée par le bénéficiaire au Département de la Drôme avant sa réalisation.

Le Conseil départemental de la Drôme, après examen, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements du bénéficiaire inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par le Département par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

La liquidation judiciaire de l'entreprise exploitante entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention à la date de jugement de la liquidation. Toute subvention non versée à cette date sera réputée caduque.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Valence, le....., en 2 exemplaires originaux.

M. ...
Dirigeant de l'entreprise...
Le bénéficiaire

Marie Pierre MOUTON
Présidente du Conseil départemental